

Direction de la Commande Publique  
Bâtiment MUSE  
80, allée Ampère  
38400 Saint Martin D'Hères  
Courriel : [marches.crous38@crous-grenoble.fr](mailto:marches.crous38@crous-grenoble.fr)

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures

---

**FOURNITURE DE PAINS FRAIS ET DE VIENNOISERIES FRAICHES POUR LE  
CROUS GRENOBLE ALPES**












**2026-01**

Appel d'offres ouvert

---

**Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : FOURNITURE DE PAINS FRAIS ET DE VIENNOISERIES FRAICHES POUR LE CROUS GRENOBLE ALPES</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Crous Grenoble Alpes Bâtiment MUSE 80 allée Ampère 38400 - Saint-Martin-d'Hères</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Crous Grenoble Alpes, Bâtiment MUSE, 80 allée Ampère, 38400 Saint-Martin-d'Hères</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 4 lots.</p>
	<p>La durée d'exécution de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>

# SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....	4
ARTICLE 2.	OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3.	DURÉE .....	5
ARTICLE 4.	ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 6.	ASSURANCES.....	5
ARTICLE 7.	INTERVENANTS .....	6
7.1.	SOUS-TRAITANCE .....	6
7.2.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	6
<b>PARTIE 3.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 8.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	7
8.1.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX .....	7
8.2.	CONTENU DU PRIX .....	7
8.3.	VARIATION DES PRIX .....	7
ARTICLE 9.	AVANCE .....	8
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE .....	8
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	8
11.1.	DÉLAI DE PAIEMENT .....	8
11.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES .....	9
11.3.	FACTURATION.....	9
<b>PARTIE 4.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	10
ARTICLE 13.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	11
ARTICLE 14.	DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	13
ARTICLE 15.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS .....	13
<b>PARTIE 5.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 16.	VÉRIFICATION QUANTITATIVE.....	14
ARTICLE 17.	VÉRIFICATION QUALITATIVE.....	14
ARTICLE 18.	OBSERVATIONS SUITE AUX VÉRIFICATIONS .....	14
<b>PARTIE 6.</b>	<b>CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 19.	CONFIDENTIALITÉ — PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES — MESURES DE SÉCURITÉ .....	15
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 20.	PÉNALITÉS RELATIVES À LA MAUVAISE EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	16
ARTICLE 21.	MESURES COERCITIVES .....	16
ARTICLE 22.	CAS DE RÉSILIATION .....	17
ARTICLE 23.	LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	17
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>17</b>
<b>PARTIE 9.</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES .....</b>	<b>18</b>
ARTICLE 24.	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES APPLICABLES À TOUS LES PRODUITS.....	18
ARTICLE 25.	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX PAINS .....	18
ARTICLE 26.	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX VIENNOISERIES (LOT 1 ISERE) .....	19

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

## **PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR**

La livraison des fournitures se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Boris TARGE

Adresse : Crous Grenoble Alpes, Bâtiment MUSE, 80 allée Ampère, 38400 Saint-Martin-d'Hères

### **ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE**

**Objet des fournitures** : FOURNITURE DE PAINS FRAIS ET DE VIENNOISERIES FRAICHES POUR LE CROUS GRENOBLE ALPES.

**Lieu de livraison** : indiqués dans l'annexe 3 de l'acte d'engagement « Lieux/horaires de livraison et codes facturation »

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

#### **Lot 1 "Fourniture de pains frais et de viennoiseries fraîches - ISERE " :**

Le montant minimum de commande est de 180.000,00 € HT. Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 320.000,00 € HT.

#### **Lot 2 "Fourniture de pains frais - SAVOIE ":**

Le montant minimum de commande est de 30.000,00 € HT. Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 72.000,00 € HT.

#### **Lot 3 "Fourniture de pains frais – HAUTE-SAVOIE ":**

Le montant minimum de commande est de 15.000,00 € HT. Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 36.000,00 € HT.

#### **Lot 4 "Fourniture de pains frais - DRÔME":**

Le montant minimum de commande est de 15.000,00 € HT. Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 36.000,00 € HT.

### **ARTICLE 3. DUREE**

#### **Pour l'ensemble des lots**

##### Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le 2 février 2026.

##### Reconductions :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque reconduction est de :

- Reconduction 1 : 12 mois.
- Reconduction 2 : 12 mois.
- Reconduction 3 : 12 mois.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est fixée au 1 février 2030.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures.

### **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé par l'acheteur fait seul foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- L'annexe 1 « Bordereau des Prix Unitaires » (BPU)
- L'annexe 3 « Lieux et horaires de livraison »
- L'annexe 2 « Cadre de mémoire technique »
- Les décisions modificatives le cas échéant
- Les bons de commandes

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

### **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

### **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

Si le titulaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

---

## **PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

## **ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

### **8.1. Modalités de fixation des prix**

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires, définis à 2 chiffres après la virgule.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, le Crous Grenoble Alpes n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans les BPU régissant le présent accord-cadre sont données à titre indicatif et n'engagent pas le Crous Grenoble Alpes. Elles sont déterminées à partir des quantités commandées en 2025.

Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le BPU ne seraient pas atteintes.

### **8.2. Contenu du prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

### **8.3. Variation des prix**

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Révision des prix annuelle.

En cas de reconductions, les prix pourront être révisés à la date anniversaire du marché, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [ 0,15 + 0,85 \times IPC(n)/IPC(o) ]$$

dans laquelle :

P(n) est le prix révisé ;

P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé "Mois zéro" (Mo) ;

IPC est l'indice des prix à la consommation (Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01.1.1 - Pain et céréales- Identifiant 001763869 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763869>) ;

IPC(n) est la valeur de l'index de référence à la date de la demande de révision de prix ;

IPC(o) : est la valeur de l'index de référence au mois de remise des offres "Mois zéro" (Mo).

Il appartient au titulaire d'adresser à la Direction de la Commande Publique, 4 semaines avant la date anniversaire et par lettre recommandée, son bordereau de prix révisé.

Les différentes valeurs des indices devront impérativement mentionnées dans la demande de révision.

En cas de non réception de la demande de révision de prix dans les délais impartis, les prix unitaires en cours seront tacitement reconduits pour les 12 mois suivants.

Aucune demande de révision de prix ne sera acceptée passés les délais.

Les nouveaux prix, sans opposition de la Direction de la Commande Publique dans le délai des 30 jours susvisés, pourront être appliqués à compter du début de chaque nouvelle période de 12 mois.

## **ARTICLE 9. AVANCE**

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant minimum de commande de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à :

- 30% pour les marchés publics passés par l'Etat ;
- 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement constatées dans le compte financier au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros ;
- 10% pour les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

## **ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT**

### **11.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.



Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.  
Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Pascaline NICOLAS  
Agent comptable du CROUS Grenoble Alpes  
Crous Grenoble Alpes  
Bâtiment MUSE  
80 allée Ampère  
38400 Saint-Martin-d'Hères  
Tél. : 04 76 87 96 44  
Email : pascaline.nicolas@crous-grenoble.fr

### **11.2. Modalités de règlement des comptes**

#### Remise de la demande de paiement :

Les paiements interviennent à l'issue de l'exécution des prestations stipulées dans le bon de commande.  
Le paiement sera réalisé par mandat administratif au crédit du ou des compte(s) cité(s) dans l'acte d'engagement. En cas de changement de compte bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à en informer l'acheteur en recommandé avec accusé de réception.

#### Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

### **11.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Crous Grenoble Alpes  
SIRET : 18380156200723

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

## ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS

### Lieux de livraison :

Le titulaire du marché est réputé connaître les sites et avoir pris connaissance des conditions géographiques de livraison afin de pouvoir adapter sa logistique (la liste des établissements figure en annexe 3 de l'acte d'engagement).

Les fournitures seront livrées aux restaurants et cafétérias universitaires indiqués sur le bon de commande. Le non-respect de l'adresse de livraison entre les différentes implantations des établissements entraînera un refus de réception des fournitures. Celles-ci seront retournées au frais du titulaire.

### Modalités de commande :

Les bons de commande seront émis chaque jour, avant 14h30, pour une livraison le lendemain matin dans les créneaux horaires au plus tôt/au plus tard indiqués pour chaque établissement dans l'annexe 3 de l'acte d'engagement « lieux/horaires de livraison ».

Pour les livraisons du lundi, les commandes seront passées le vendredi avant 14h30.

### Délai de livraison et fréquence :

Le délai de livraison de chaque bon de commande est de 1 jour ouvré et les livraisons sont quotidiennes, hors week-end et jour férié.

A titre exceptionnel lors d'évènements, le Crous Grenoble Alpes pourra passer commande pour une livraison le samedi, avec un délai de prévenance de 3 jours ouvrés minimum.

### Horaires de livraison :

Des créneaux horaires distincts ont été définis dans l'annexe 3 de l'acte d'engagement selon deux catégories de produits :

- **Les pains destinés à la production de sandwiches et les viennoiseries :**

BAGUETTE 200 GR  
DEMI BAGUETTE 125 GR  
DEMI BAGUETTE MULTICEREALES 125GR  
DEMI BAGUETTE SESAME 125GR  
DEMI BAGUETTE VIENNOISE 125GR  
PAIN BAGNAT 120 GR  
PAIN CHOCOLAT PUR BEURRE 55G ENV  
PAIN RAISINS PUR BEURRE 80GR ENV  
CHAUSSON POMMES PUR BEURRE 90 GR ENV  
CROISSANT PUR BEURRE 50 GR ENV  
SUISSE PEPITES CHOCOLAT 100GR ENV  
MINI CROISSANTS  
MINI PAINS AU CHOCOLAT  
MINI PAINS AU RAISINS

- **Les autres pains :**

PAIN CAMPAGNE BOULE 40GR  
PAIN BOULE 40GR  
PAIN PAVE NOIX 50G  
PAIN PAVE CEREALES 50 GR  
PAIN BIO MOULE CAMPAGNE 350G ENV (Tranché)

Pour les sites qui commandent ces deux catégories de produits, le titulaire aura la possibilité d'organiser ses livraisons en deux temps, conformément aux créneaux indiqués. Il pourra aussi choisir de procéder à une seule livraison, sur le créneau horaires des pains destinés à la fabrication.

Le titulaire est strictement tenu au respect des horaires de livraisons indiqués dans l'annexe 3 sous peine de pénalités (cf article 20). Toutefois à titre exceptionnel des ajustements pourront être possibles, soit à la demande des sites, soit en concertation avec ces derniers.

### Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les « pains tranchés Bio » font l'objet d'un emballage individuel.

Les emballages doivent permettre une bonne conservation des pains et viennoiseries en évitant l'écrasement ou le ramollissement.

Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison finale.

Afin d'éviter les contaminations des denrées alimentaires lors du transport et de la livraison, il convient de veiller à :

- Assurer la propreté des équipements de livraison : le transport des produits doit s'effectuer dans un véhicule à usage professionnel. Celui-ci doit être propre, en bon état et disposer d'équipements permettant d'éviter à la fois l'écrasement des produits, et le contact de ces produits avec les parois ou le plancher.
- Protéger les denrées alimentaires qui sont transportées (emballages, film protecteur...).
- Garantir l'hygiène du personnel de livraison : le personnel de livraison doit porter une tenue adaptée et spécifique. Il doit également être formé au respect des Bonnes Pratiques d'Hygiène.

Le transporteur doit se présenter directement au réceptionnaire avant de commencer le déchargement. Aucune livraison ne peut être effectuée sans la présence du responsable de la réception (exceptée pour le site d'Annecy où une clé d'accès au lieu de stockage sera fournie).

Le transporteur est tenu de respecter le temps nécessaire aux opérations de contrôle qui porteront sur :

- Le contrôle des engins de transport : propreté de l'engin, état des chargements (absence de produits écrasés ou d'objets indésirables)
- Le contrôle des produits : quantité, qualité, état des conditionnements.

Le déchargement est à la charge du titulaire. La manutention relative à la fourniture des produits est réalisée jusque dans les magasins, cuisines, ou autres lieux de stockage désignés par le responsable de site ou son représentant.

<b>Les livraisons sont franco de port sans minimum de commande.</b>
---

### Bons de livraison :

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Les réserves éventuelles par rapport aux marchandises livrées sont portées sur le bordereau de livraison.

A l'issue de l'opération de livraison, le représentant du service destinataire date et signe le bordereau de livraison, attestant ainsi la livraison.

## **ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE**

### Spécifications techniques à caractère environnemental

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental détaillées à la partie 9 du présent document.

### Conditions d'exécution à caractère environnemental

Le titulaire s'engage à identifier et limiter les émissions de gaz à effet de serre induites par l'exécution des prestations. Les actions mises en œuvre permettant de réduire les GES dans le cadre de son offre sont décrites dans le cadre de mémoire technique

### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

## **ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

### Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION**

---

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées suite à la livraison par le responsable de la réception ou son représentant, lequel peut se faire assister par toute personne de son choix.

En cas de non-conformité, des fiches de non-conformités sont établies par les sites et adressées au titulaire pour réponse et action corrective. Le titulaire encourt, par ailleurs, l'application de pénalités.

### **ARTICLE 16. VERIFICATION QUANTITATIVE**

Elle consiste à contrôler la conformité entre la quantité livrée, la quantité portée sur le bon de commande et la quantité portée sur le bulletin de livraison.

Si la quantité livrée excède la quantité commandée, l'excédent ne fait pas l'objet d'une facturation et est à la charge du titulaire

Si la commande est incomplète, seules les quantités réellement livrées font l'objet d'une facturation et le titulaire s'expose à l'application de pénalités.

Le présent article déroge à l'art 29.1 CCAG/FCS : si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée, le Crous Grenoble Alpes ne met pas en demeure le titulaire de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bulletin de livraison, celui-ci sera rectifié et envoyé au titulaire par mail.

### **ARTICLE 17. VERIFICATION QUALITATIVE**

Elle consiste à contrôler l'état des emballages et conditionnements ainsi que la conformité des produits livrés avec :

- les spécifications techniques définies à la partie 9 du présent document ;
- les caractéristiques mentionnées dans les Bordereaux des Prix Unitaires ;
- les fiches techniques et les échantillons fournis lors de la remise de l'offre.

En cas de non-conformité, le titulaire s'expose à l'application de pénalités.

A l'issue des opérations de vérifications qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prise.

### **ARTICLE 18. OBSERVATIONS SUITE AUX VERIFICATIONS**

Toute non-conformité constatée à l'issue des opérations de vérification fait l'objet, dès sa constatation, d'une déclaration écrite du responsable de site ou de son représentant à destination du titulaire.

Le Crous Grenoble Alpes peut, par ailleurs, émettre toute observation qu'il juge utile à destination du titulaire dans un délai de 2 jours suivant la date de réception des fournitures.

Le présent article déroge à l'article 30 du CCAG/FCS : les fournitures ne sont réputées admises ni le jour de leur livraison ni dans le délai de 15 jours suivant leur livraison, elles le sont au terme du délai de 2 jours susmentionné

## **PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES**

---

### **ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### **Protection des données à caractère personnel :**

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services, Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

#### **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### **Protection de l'environnement, sécurité et santé :**

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### **Réparation des dommages :**

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## **PARTIE 7.    DEFALLANCE DANS L'EXECUTION**

### **ARTICLE 20.    PENALITES RELATIVES A LA MAUVAISE EXECUTION DES PRESTATIONS**

<b>NATURE</b>	<b>FONDEMENT CONTRACTUEL</b>	<b>PENALITES</b>
Mauvaise exécution de la prestation (hors cas spécifiquement définis ci-après)	Article 13 du CCP Partie 9 du CCP	100€ par manquement
Non-respect des lieux livraison	Annexe 3 de l'acte d'engagement Article 13 CCP	100€ par manquement
Non-respect des horaires de livraison	Annexe 3 de l'acte d'engagement Article 13 CCP	10% du montant total de la commande concernée par demi-heure de retard. Toute demi-heure commencée est due.
Dépôt sauvage en l'absence du responsable de la réception (excepté site Annecy qui fournira une clé d'accès au lieu de stockage)	Article 13 du CCP	15% du montant total de la commande concernée
Non-respect des quantités commandées (livraison incomplète)	Article 17 du CCP	15% du montant total de la commande concernée
Non-conformité qualitative de la fourniture livrée (poids, aspect, cuisson, goût, texture, ...)	Articles 18 du CCP Partie 9 du CCP Bordereau des Prix Unitaires Fiches techniques Echantillons	20% du montant total des produits concernés
Non prise en compte d'une demande exceptionnelle de livraison un samedi	Article 13 du CCP	100€ par manquement

Les pénalités sont cumulables et applicables au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable. Elles sont dues quel que soit leur montant et seront imputées, sous forme d'avoir, sur les paiements à venir dus au titulaire.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire (article 22) ou de résilier le marché sans verser d'indemnités au titulaire (article 23).

### **ARTICLE 21.    MESURES COERCITIVES**

#### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.



## **ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

## **ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Grenoble

Tél. : 04 76 42 90 00

Fax : 04 76 42 22 69

Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Grenoble

Tél. : 04 76 42 90 00

Fax : 04 76 42 22 69

Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

### Règlement à l'amiable :

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots:**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 29.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

## PARTIE 9. CLAUSES TECHNIQUES

---

### ARTICLE 24. SPECIFICATIONS TECHNIQUES APPLICABLES A TOUS LES PRODUITS

La fabrication des pains est réalisée dans le respect des règles de l'art et de l'hygiène en matière de boulangerie. Ils sont sans additif ni conservateur.

Les produits devront être cuits du jour : à l'instant de sa mise à disposition, les pains et viennoiseries devront être sortis du four depuis une heure au moins et six heures au plus.

La fourniture de produits rassis repassés au four, congelés ou décongelés est **interdite**.

**Pour un même type de produit, il est demandé une homogénéité tant visuelle que gustative dans la fabrication des produits (poids, forme, consistance, couleur de cuisson...).**

### ARTICLE 25. SPECIFICATIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX PAINS

Le pain devra être bien travaillé, bien cuit, sans être saisi au four ni brûlé, d'une bonne coloration et suffisamment gonflé. La croûte sera croustillante sans qu'elle ne se décolle de la mie.

Les produits ne devront pas comporter de défauts tels que :

- Défauts d'aspect :
  - pain trop pâle/trop coloré
  - manque de volume/pain plat
  - grigne fermée/trop ouverte
  - pain fendu sur le côté ou dessous
  - forme irrégulière
  - croûte cloquée/terne
- Défauts de mie : trop dense/collante/sèche/friable /trous irréguliers/tâches grises
- Défauts de cuisson :
  - pain trop cuit/pas assez cuit
  - croûte molle/dure/épaisse
- Défauts de goût : fade/acide/rance
- Défauts de manipulation et de fermentation : pain affaîssi/creux

### Type de farine

- Pains identifiés « HORS CADRE EGALIM » dans les bordereaux des prix unitaires :
  - produits réalisés à partir de farine de blé T65. Si le titulaire a indiqué dans son mémoire technique fournir dans le cadre du marché des pains avec un label ou une mention Egalim, il est tenu de respecter cet engagement.
- Pains identifiés « HVE NIVEAU 3 minimum » dans les bordereaux des prix unitaires :
  - produits réalisés à partir de farine de blé T65 HVE niveau 3 minimum. Si le titulaire a indiqué dans son mémoire technique fournir dans le cadre du marché des pains avec un label ou une mention Egalim autre que HVE niveau 3, il est tenu de respecter cet engagement.
- Pains identifiés « BIO » dans les bordereaux des prix unitaires :
  - pains individuels 40g : réalisés à partir de farine de blé T65 issue de l'agriculture biologique,
  - pains campagne moulés tranchés 350g à 400g : réalisés à partir de farine de blé T80 issue de l'agriculture biologique.

Les fiches techniques des farines et des produits transmises lors de la remise de l'offre permettent de s'assurer de la conformité des farines utilisées avec les exigences fixées dans le CCP.

Toute modification de la composition d'un produit en cours d'exécution du marché est soumise à autorisation préalable de l'acheteur.

### Grammage

Le titulaire est tenu de respecter le grammage indiqué par produit dans le bordereau des prix unitaires.

Pour le pain de campagne moulé tranché de 350G à 400G il est demandé une régularité de l'épaisseur du pain sur toute sa longueur afin d'avoir des tranches avec un grammage homogène. Le poids des tranches devra être compris entre 18G et 20G.

## **ARTICLE 26. SPECIFICATIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX VIENNOISERIES (LOT 1 ISERE)**

Les viennoiseries seront bien travaillées, bien cuites, d'une bonne coloration et suffisamment gonflées.

Elles seront « Pur beurre » et réalisées à partir d'une pâte levée feuilletée, excepté le suisse aux pépites de chocolat qui sera réalisé avec une pâte levée briochée.

Les produits ne devront pas comporter de défauts tels que :

- Défauts d'aspect :
  - feuilletage non visible/peu développé
  - couleur trop pâle/trop foncée
  - coulures de beurre
  - forme irrégulière
  - dorure non régulière/cloquée/tachetée
  - croûte terne/qui s'écaille
- Défauts de texture :
  - mie sèche/grasse/collante
  - feuilletage compact/sans alvéoles
  - manque de légèreté
  - croûte molle

- Défauts de cuisson :
  - pâte crue à l'intérieur
  - croûte dure
- Défauts de goût : fade/acide/rance.
- Défauts de manipulation :
  - viennoiserie qui s'ouvre
  - croûte dure

#### Type de farine

Les viennoiseries sont réalisées à partir de farine de blé T65. Si le titulaire a indiqué dans son mémoire technique utiliser une farine avec un label ou une mention Egalim pour la fabrication des viennoiseries, il est tenu de respecter cet engagement.

Les fiches techniques des farines et des produits transmises lors de la remise de l'offre permettent de s'assurer de la conformité des farines utilisées avec les exigences fixées dans le CCP.

Toute modification de la composition d'un produit en cours d'exécution du marché est soumise à autorisation préalable de l'acheteur.

#### Grammage

Le titulaire est tenu de respecter le grammage indiqué par produit dans le bordereau des prix unitaires.